

RÉSULTATS PARTIELS DE L'ÉLECTION TUNISIENNE

Ennahda confirme son avance

L'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie) a annoncé, hier, les résultats partiels de l'élection de l'Assemblée constituante tunisienne. Avec 24 sièges, le parti islamiste Ennahda confirme son avance sur les autres formations politiques.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)
-L'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie) a annoncé, hier après-midi, les résultats enregistrés dans les circonscriptions électorales de

Jendouba, Sfax I et II, Kebeli et Sousse.

Sur les 39 sièges que comptent ces circonscriptions, le parti islamiste Ennahda a réussi à en décrocher 15.

Il se situe loin devant le Congrès pour la République (CPR) avec 6 sièges et la liste «Pétition pour la justice et le développement», avec 5 sièges. Pour l'heure, la formation de Rached Ghannouchi a obtenu un total de 24 sièges en comptabilisant le vote de la communauté tunisienne à l'étranger.

Boubaker Bethabet, le secrétaire général de l'Instance supérieure indépendante pour les élections, a précisé que les résultats annoncés n'étaient pas «officiels».

«Les résultats annoncés n'ont pas de caractère officiel. Les structures chargées du contrôle des élections font face à une certaine pression de la part des partis, de la population, de la presse et des (pays) amis.

L'opération de confirmation de l'ensemble des données exige un certain temps. La présentation des chiffres définitifs et officiels marquera le début du processus de recours. Cette phase se déroulera ultérieurement», a-t-il souligné, hier après-midi, lors d'une conférence orga-



Photo : DR

nisée au Centre de presse électoral à Tunis. Pour ce qui est des dépassements constatés dans certaines circonscriptions, Boubaker Bethabet a affirmé que des «poursuites judiciaires» seraient engagées ultérieurement. «Tous les cas seront traités après le processus électoral par la justice en application des dispositions légales en vigueur», a-t-il dit.

Ainsi, selon le secrétaire général de l'Isie, il n'y a eu qu'une «seule liste électorale annulée». Durant la journée d'hier, les observateurs étran-

gers présents lors de l'élection du 23 octobre ont tenu des conférences de presse afin de présenter un constat général du scrutin.

Pour les représentants de l'Union européenne, la première opération de vote libre et démocratique en Tunisie s'est déroulée «dans la transparence».

Les observateurs de l'UE n'ont relevé que «des irrégularités mineures». La fondation américaine Carter Center a fait le constat suivant : «En trois mots nous dirons que les élections ont été libres, paisibles et

transparentes». «Après plus de 50 ans de règnes totalitaires, les élections de dimanche ont permis aux Tunisiens de participer en toute liberté et d'exprimer leur choix dans le secret de l'isoloir. Nous avons relevé une participation active des femmes non seulement aux élections, mais parmi les officiers responsables des bureaux de vote et les observateurs», a relevé Cassam Uteem, ex-président mauricien, chef de la mission de 65 observateurs de 25 nationalités travaillant pour le Carter Center.

T. H.

«Élections libres, paisibles et transparentes», selon le Centre Carter

Les élections du 23 octobre en Tunisie ont été «libres, paisibles et transparentes», a déclaré hier le chef de la mission d'observateurs du Centre Carter, qui a fait état de «quelques imperfections». «En trois mots nous dirons que les élections ont été libres, paisibles et transparentes», a déclaré Cassam Uteem, ex-président mauricien, chef de la mission de 65 observateurs de 25 nationalités. «Après plus de 50 ans de règnes totalitaires, les élections de dimanche ont permis aux Tunisiens de participer en toute liberté et d'exprimer leur choix dans le secret de l'isoloir», a-t-il souligné. Saluant l'Instance électorale indépendante (Isie) qui «a bien veillé à la transparence», M. Uteem a rendu hommage aux partis qui «ont globalement respecté le jeu. Et aux Tunisiens «qui ont fait montre d'une certaine maturité politique et d'un sens civique exemplaire», a-t-il dit. «Le vote s'est déroulé globalement dans de très bonnes conditions», malgré «quelques imperfections», notamment un «dépouillement lent et laborieux en raison de l'inexpérience et du manque de formation», a-t-il ajouté. «Nous avons relevé une participation active des femmes non seulement aux élections, mais parmi les officiers responsables des bureaux de vote et les observateurs», a poursuivi M. Uteem, regrettant que cette participation n'ait pas été reflétée dans les listes. Seules 7% d'entre elles étaient conduites par des femmes.

«Les élections auront un impact certain et positif sur les pays de la région», a-t-il affirmé. Concernant la percée surprise des listes d'Al-Aridha Al-Chaâbiya dont le chef Hachmi Haamdi résidant à Londres revendique la victoire à Sidi Bouzid, une responsable du Centre Carter a évoqué «un cas spécial qui a mis l'Isie dans une situation difficile, la commission n'ayant pas les moyens de contrôler les médias à l'étranger». M. Haamdi a fait une campagne en boucle sur sa chaîne satellitaire Al-Mostakillah, basée à Londres et suivie en Tunisie. Sur la poussée du parti islamiste Ennahda, le président du Centre Carter, John Hardman, a déclaré que son organisation «suivrait de près l'évolution politique» du pays, et a espéré que la future Constitution «prendrait en compte le choix démocratique du peuple». «Les relations se font entre Etats et non avec un parti quel qu'il soit, a dit M. Uteem, s'interdisant de «commenter le choix des Tunisiens».

Les propositions des grands groupes de la future Assemblée constituante

Les Tunisiens ont favorisé lors du scrutin de dimanche l'émergence de quatre grands groupes au sein de la future Assemblée constituante, avec le parti islamiste Ennahda en position de force. Voici leurs principales propositions.

Ennahda (islamiste)

«La Tunisie d'aujourd'hui et de demain doit s'appuyer sur son identité arabo-musulmane», a déclaré son chef Rached Ghannouchi en énumérant les priorités de son parti : instauration d'un régime parlementaire, lutte contre le chômage et la corruption, indépendance de la justice, respect de l'égalité homme/femme.

Dans leur programme, les islamistes s'engagent à «garantir la liberté de croyance et de pensée», «les droits des minorités religieuses» et à «préserver les acquis de la femme», qui jouit du statut le plus avancé du monde arabe. Le texte entend notamment «protéger la liberté de la femme contre toute imposition de style vestimentaire» et garantir son «droit au travail».

Dans le volet consacré à la famille, il prévoit «de remédier au problème des mariages tardifs et endiguer les causes du divorce», sans plus de précisions.

Dans ses statuts, Ennahda précise vouloir «lutter contre la perception d'infériorité envers (la femme), qu'elle soit héritée des siècles de la décadence ou inhérente au modèle d'occidentalisation forcée». Ennahda veut créer un grand ministère de l'Education

«pour bâtir les nouvelles générations de la Tunisie arabe et musulmane». Sur le plan économique et social, il se donne pour objectif de «ramener le taux de chômage à 8,5% à l'horizon 2016 (contre 19% aujourd'hui) en créant 590 000 emplois» en cinq ans.

Ettakatol (gauche)

«Au plan économique et social, le modèle existant en Tunisie a fait faillite. L'Etat doit retrouver son rôle de stratège et de régulateur, et la création d'emploi est l'objectif majeur», affirme le chef d'Ettakatol, Mustapha Ben Jaafar. Ettakatol prévoit dans son programme la création de 100 000 emplois en 2012-2013, notamment par le lancement de grands travaux. Il veut en priorité «réduire la fracture régionale». Au plan institutionnel, le parti prône un système présidentiel «aménagé» qui permette au président de jouer un rôle d'arbitre entre exécutif et législatif en cas de crise majeure. Il entend voir garantir constitutionnellement l'Etat de droit et l'égalité entre tous les citoyens.

Congrès pour la République (CPR, gauche nationaliste)

Ce parti est présidé par Moncef Marzouki, un médecin originaire de Sousse (centre-est) et ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. Longtemps interdit, il a été légalisé comme Ennahda, après la révolution. Il plaide comme tous les autres grands partis de gauche pour un régime semi-parlementaire, avec un président élu au

suffrage universel direct. Ce parti de la gauche nationaliste prône la «réaffirmation de l'identité arabo-musulmane du peuple tunisien qui demeure ouverte sur les autres civilisations». Il est pour «l'arabisation à tous les niveaux d'éducation» et pour «l'union des pays arabes». Le CPR veut un Etat régulateur, qui promeuve la croissance par un soutien direct à des secteurs stratégiques. Il propose une baisse de la TVA sur les denrées de base et une réforme fiscale pour plus de justice sociale.

Pôle démocrate moderniste (PDM) et Parti démocrate progressiste (PDP)

Le PDM, coalition de cinq partis de gauche, et le PDP d'Ahmed Néjib Chebbi devraient tenter de créer un front commun d'opposition des démocrates libéraux et laïques à l'Assemblée. Défenseurs de la liberté d'expression et de la laïcité, ils ont promis une vigilance de tous les instants sur «les libertés fondamentales» et les droits des minorités. Dans son programme, le PDP propose une «vision moderne de l'islam» et veut un modèle d'éducation qui «expurge» la société «de toutes les pratiques obscures et d'oppression des consciences». Leur programme économique propose une relance par des mesures de soutien de la croissance, pour «stimuler l'investissement plutôt que la rente». Ce pôle démocrate insiste, comme les autres formations, sur la nécessité de «réduire les inégalités» entre les régions rurales déshéritées du centre et le littoral touristique urbanisé.